



# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS D'ISTRES OUEST PROVENCE**

**Date de Publication : 06/06/2017**

**N° : 2017/27**

---

## METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

### Conseil de Territoire ISTRES OUEST PROVENCE

29 mars 2017

---

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et aux portes du Conseil de Territoire à partir du ..... et ce, pour une durée de deux mois.



#### ETAIENT PRESENTS

##### Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ, Alain ARAGNEAU, Aline CIANFARANI, Anne-Caroline CIPREO, Monique CISELLO, Laëtitia DEFFOBIS, Alain DELYANNIS, Jean Louis DEROT, Gilbert FERRARI, Muriel GINIES, Elisabeth GREFF, Fabienne GRUNINGER, Gérard GUILLEMONT, Jean GUILLON, Jean HETSCH, Daniel HIGLI, Véronique IORIO, Nicole JOULIA, Louis MICHEL, Claudie MORA, Paul MOUILLARD, Hélène PHILIP de PARSCAU, Ange POGGI, Philippe POMAR, Monique POTIN, René RAIMONDI, Monique TRINQUET, Yves VIDAL, Frédéric VIGOUROUX

#### ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES

##### Mesdames et Messieurs :

Martine ARFI par Laëtitia DEFFOBIS, Philippe CAIZERGUES par Martial ALVAREZ, Béatrix ESPALLARDO par Paul MOUILLARD, Gaëtan FERNANDEZ par Daniel HIGLI, Daniel GAGNON par Hélène PHILIP de PARSCAU, Yves GARCIA par Claudie MORA, Sonia GRACH par Aline CIANFARANI, Emmanuelle PRETOT par Muriel GINIES, Maryse RODDE par Frédéric VIGOUROUX,

#### ETAIENT EXCUSES

##### Mesdames et Messieurs :

Simone ALOY, François BERNARDINI, Eric CASADO, Jean Marc CHARRIER, Chantal GAMBI, Michel LEBAN, Philippe MAURIZOT,

#### Délibération N° 1/17

#### ■ Décision modificative n° 1 de l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil le rapport suivant :

En cours d'année, le Président peut présenter à l'assemblée délibérante une ou plusieurs décisions modificatives. Elles ont pour objet de réaliser un ajustement des prévisions budgétaires en recettes et/ou en dépenses et permettent ainsi de prendre en compte des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses en sections de fonctionnement et d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence, il est proposé au Conseil de Territoire, d'approuver la décision modificative n° 1 pour un montant de - 173 340€ conformément au détail ci-dessous :

##### Dépenses de fonctionnement :

- Chapitre 011: - 173 340€

##### Recettes de fonctionnement :

- Chapitre 74 : - 173 340€

La diminution des dépenses de fonctionnement correspond au transfert de 60 % des crédits alloués au budget primitif 2017 pour les services communication et événementiel au budget principal de la Métropole. L'équilibre est réalisé par une diminution de la dotation de gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire,

#### VU

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;  
La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;  
Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;

#### Où il rapport ci-dessus

#### DELIBERE

### **Article unique :**

Est approuvée la décision modificative n° 1 de l'État Spécial de Territoire ci-jointe.

**Certifie conforme**  
**Le Président du Conseil de Territoire**  
**Istres-Ouest Provence**

**François BERNARDINI**

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

### **Délibération N° 2/17**

**■ Approbation d'une convention avec Nouveau Logis Provençal pour la réhabilitation énergétique de 58 logements pour la résidence le Mazet 2 à Fos-sur-Mer**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil le rapport suivant :

Par délibération n° 621/15 du 17 décembre 2015, Ouest Provence a mis en place, dans le cadre du programme local de l'habitat et du plan climat énergie territorial, un dispositif d'aides financières en faveur des organismes HLM pour la réalisation de travaux de réhabilitation énergétique, visant à :

- améliorer le confort de vie des ménages,
- contribuer à la baisse des charges locatives,
- réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La société Nouveau Logis Provençal (NLP), Groupe SNI, propriétaire d'un ensemble immobilier de 58 maisons individuelles dénommé Le Mazet 2, datant de 1985 et situé route de la Tramontane et impasse du Cers à Fos-sur-Mer, a déposé un dossier de demande de subvention pour sa réhabilitation destinée à améliorer la performance énergétique du bâti et le confort des habitants.

Le programme de travaux comprend plusieurs volets et notamment le remplacement des volets et menuiseries extérieures, la mise à niveau du système de ventilation, la reprise de l'isolation des façades et toitures, le diagnostic général des chaudières et du système d'eau chaude sanitaire.

L'audit énergétique réalisé permet de conforter les choix de travaux énergétiques afin d'envisager une étiquette énergétique B à minima (78kwh/m².an), et des émissions de gaz à effet de serre de niveau C (16kg eq CO2/m².an).

Ainsi, ce programme remplit les conditions définies par la délibération n° 621/15 et le règlement qui lui est annexé.

Le coût prévisionnel global est estimé à 1 070 000 € TTC. Le plan de financement s'établit ainsi :

- Métropole Aix-Marseille-Provence : 100 000 €,
- NLP (fonds propres) : 970 000 €.

En contre-partie de cette subvention, l'intercommunalité bénéficiera de la réservation de 4 logements au sein du parc du Nouveau Logis Provençal.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire,**

**VU**

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;  
La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;  
Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;  
La délibération n° 621/15 du Comité syndical de Ouest Provence en date du 17 décembre 2015 portant sur les aides financières en faveur des organismes HLM pour la réalisation de travaux de réhabilitation énergétique ;

**Où il le rapport ci-dessus**

**DELIBERE**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention entre le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et le Nouveau Logis Provençal relative à l'attribution d'un concours financier pour la réhabilitation énergétique de logements locatifs sociaux pour l'opération Résidence le Mazet 2, située route de la Tramontane et impasse du Cers à Fos-sur-Mer.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial de territoire, chapitre 4581 17 5 011, nature 1581 17 5 011, code opération 2017501100.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est habilité à signer la convention afférente à la présente délibération.

**Certifie conforme**  
**Le Président du Conseil de Territoire**  
**Istres-Ouest Provence**

**François BERNARDINI**

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

#### **Délibération N° 3/17**

■ **Attribution d'une subvention complémentaire d'un montant de 358,21 € à l'association REUSSIR PROVENCE au titre de l'exercice 2017. Avenant n° 6 à la convention entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association REUSSIR PROVENCE relatif à l'attribution d'une subvention complémentaire au titre de l'exercice 2017.**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière d'insertion, telle que définie par la délibération n° 304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, avait mis en œuvre une politique d'actions et de soutiens en direction de la population du territoire.

Ainsi, le SAN Ouest Provence avait conclu, avec l'association REUSSIR PROVENCE, le 22 mai 2015, une convention précisant les soutiens apportés aux actions entreprises dans le domaine de l'insertion par l'économie et la cohésion sociale et notamment l'animation et la gestion du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de Ouest Provence (P.L.I.E).

Conformément à la loi n° 2007-148 du 2 février 2007 et au décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, la mise à disposition de personnel auprès de cette association est effectuée à titre onéreux.

Par délibération n° 46/16 du Conseil de Territoire du 09 décembre 2016, l'association REUSSIR PROVENCE a perçu une subvention d'un montant de 401 300 € dont 142 255 € sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel. L'association sollicite l'intercommunalité pour l'octroi d'une subvention complémentaire de 358,21 € (trois cent cinquante-huit euros et vingt-un centimes), ce qui porte le montant de la subvention 2017 à 401 658,21 € dont 142 613,21 € sont liés à la mise à disposition, à titre onéreux, de personnel auprès de l'association.

Dans le cadre des compétences déléguées par le Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence par les délibérations n° HN 143-274/16/CM du 28 avril 2016 et n° FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016, les subventions relevant desdites compétences sont décidées par les Conseils de Territoire. En conséquence, il appartient au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence de se prononcer sur l'attribution à cette association d'une subvention complémentaire de 358,21 € pour l'exercice 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire,**

#### **VU**

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;  
La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;  
La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;  
Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;  
Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence ;  
La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;  
La délibération n° 46/16 du Conseil de Territoire du 09 décembre 2016 relative à l'attribution d'une subvention d'un montant de 401 300 € à l'association Réussir Provence pour l'exercice 2017 ;  
La présentation en commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

#### **Où le rapport ci-dessus**

#### **DELIBERE**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'une subvention complémentaire d'un montant de 358,21 € à l'association REUSSIR PROVENCE pour l'exercice 2017.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant 6 relatif à l'attribution d'une subvention complémentaire d'un montant de 358,21 € à l'association REUSSIR PROVENCE pour l'exercice 2017.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État spécial de territoire 2017, chapitre 65, nature 6574.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, ou son représentant, est habilité à signer l'avenant afférent à la présente délibération.

**Certifie conforme**  
**Le Président du Conseil de Territoire**  
**Istres-Ouest Provence**

**François BERNARDINI**

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

#### **Délibération N° 4/17**

**■ Attribution d'une subvention d'un montant de 5 000€ à l'association Information Conseil Accompagnement aux Particuliers (ICAP) au titre de l'exercice 2017.**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière d'insertion, telle que définie par la délibération n° 304/14 du 16 juillet 2014 modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, a mis en œuvre une politique d'actions et de soutiens en direction de la population du territoire.

Dans ce cadre, l'association Information Conseil Accompagnement aux Particuliers (I.C.A.P) souhaite aider et initier les seniors, les personnes en situation de handicap ou en difficulté, à la pratique de l'informatique, l'objectif poursuivi étant de créer du lien social entre les publics bénéficiaires. Ces actions permettront notamment à ce public ciblé de rompre l'isolement, de permettre la découverte et l'apprentissage de logiciels par l'organisation de stages, ainsi que l'utilisation de matériel informatique par la mise à disposition et la pratique régulière de l'outil.

Dans le cadre des compétences déléguées par le Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence par les délibérations n° HN 143-274/16/CM du 28 avril 2016 et n° FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016, les subventions relevant desdites compétences sont décidées par les Conseils de Territoire. En conséquence, il appartient au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence de se prononcer sur l'attribution à cette association d'une subvention d'un montant de 5 000 € pour l'exercice 2017.

Suite au vote du règlement budgétaire et financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, modifié par la délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions de fonctionnement attribuées à une association

peuvent financer une activité générale ou spécifique, dès lors que celle-ci présente un intérêt métropolitain.

La subvention fera l'objet d'un versement unique. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire,**

#### **VU**

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;  
La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;  
Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;  
La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;  
La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;  
L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

#### **CONSIDERANT**

Que l'association I.C.A.P souhaite aider et initier les seniors, les personnes en situation de handicap ou en difficulté, à la pratique de l'informatique ;

Qu'elle sollicite le Conseil de Territoire pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2017 afin de mener à bien ses objectifs ;

Que le Conseil de Territoire entend répondre favorablement à cette demande ;

#### **Où il rapport ci-dessus**

#### **DELIBERE**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un montant de 5 000 € à l'association Information Conseil Accompagnement aux Particuliers (I.C.A.P) au titre de l'exercice 2017.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État spécial de territoire 2017, chapitre 65, nature 6574.

**Certifie conforme**  
**Le Président du Conseil de Territoire**  
**Istres-Ouest Provence**

**François BERNARDINI**

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

**Délibération N° 5/17**

**■ Attribution d'une subvention d'un montant de 10 000 € à l'association Aérobd au titre de l'exercice 2017.**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil le rapport suivant :

Le Pôle aéronautique d'Istres s'inscrit dans l'un des grands projets économiques structurants portés par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. Il est dédié aux nouvelles applications aéronautiques grâce à l'expertise unique en matière d'essais, de simulation et de certifications.

L'aéronautique faisant partie intégrante de l'histoire de la ville d'Istres depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle, l'intercommunalité souhaite valoriser ce patrimoine en encourageant toute action de promotion de l'aéronautique auprès du public. Dans ce cadre, l'association Aérobd envisage d'organiser, la 3<sup>ème</sup> édition de son festival à Istres qui a pour objectif de mettre en avant les différentes formes d'arts issus de l'aéronautique. L'association a programmé diverses animations autour de cette thématique, notamment, une exposition du matériel aéronautique de la base aérienne 125 par le Conservatoire du Patrimoine Aéronautique Istréen, l'organisation d'une exposition d'œuvres de nombreux artistes et associations ainsi que des dédicaces de bandes dessinées.

Dans le cadre des compétences déléguées par le Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence par les délibérations n° HN 143-274/16/CM du 28 avril 2016 et n° FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016, les subventions relevant desdites compétences sont décidées par les Conseils de Territoire. En conséquence, il appartient au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de se prononcer sur l'attribution à cette association d'une subvention d'un montant de 10 000 € pour l'exercice 2017.

Suite au vote du règlement budgétaire et financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, modifié par la délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions de fonctionnement attribuées à une association peuvent financer une activité générale ou spécifique, dès lors que celle-ci présente un intérêt métropolitain.

Les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80 % de la subvention votée, sur demande de versement remplie et signée par le bénéficiaire,
- le solde (soit 20 %) sur production des comptes annuels de l'organisme bénéficiaire comportant la signature de son représentant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire,**

**VU**

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;  
La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;  
Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;  
La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;  
La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;  
L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

**CONSIDERANT**

Que l'association Aérobd souhaite organiser la 3<sup>ème</sup> édition de son festival à Istres dont l'objectif est de valoriser les différentes formes de l'aéronautique ;

Qu'elle sollicite le Conseil de Territoire pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2017 ;

Que le Conseil de Territoire entend répondre favorablement à cette demande ;

**Où le rapport ci-dessus**

**DELIBERE**

**Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un montant de 10 000 € à l'association Aérobd au titre de l'exercice 2017.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État spécial de territoire 2017, chapitre 65, nature 6574.

**Certifié conforme**  
**Le Président du Conseil de Territoire**  
**Istres-Ouest Provence**

**François BERNARDINI**

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.

5 Abstentions : Mesdames Béatrix ESPALLARDO et Véronique IORIO, Messieurs Alain DELYANNIS, Paul MOUILLARD et Ange POGGI

## **Délibération N° 6/17**

**■ Attribution d'une subvention d'un montant de 600 € à l'association Les Vélos des Etangs au titre de l'exercice 2017**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Ainsi, l'intercommunalité encourage toute initiative entreprise dans le cadre de cette politique d'actions, notamment en matière de lutte contre la pollution de l'air. Dans ce cadre, l'association Les Vélos des Etangs souhaite développer des actions de sensibilisation en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement en promouvant le développement de la pratique du vélo comme une solution alternative à l'utilisation de la voiture, devenant ainsi un moyen de lutte contre la pollution de l'air par la réduction des émissions de gaz.

Dans le cadre des compétences déléguées par le Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence par les délibérations n° HN 143-274/16/CM du 28 avril 2016 et n° FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016, les subventions relevant desdites compétences sont décidées par les Conseils de Territoire. En conséquence, il appartient au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de se prononcer sur l'attribution à cette association d'une subvention d'un montant de 600 € pour l'exercice 2017.

Suite au vote du règlement budgétaire et financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, modifié par la délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil

de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions de fonctionnement attribuées à une association peuvent financer une activité générale ou spécifique, dès lors que celle-ci présente un intérêt métropolitain.

La subvention fera l'objet d'un versement unique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire,**

## **VU**

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;  
La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;  
Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;  
La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;  
La délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant modalités de décisions d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;  
L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire ;

## **CONSIDERANT**

Que l'association Les vélos des Etangs souhaite promouvoir la pratique du vélo comme une solution alternative à l'utilisation de la voiture et ainsi, réduire les émissions de gaz dans l'atmosphère ;

Qu'elle sollicite le Conseil de Territoire pour l'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2017 afin de développer son projet ;

Que le Conseil de Territoire entend répondre favorablement à cette demande ;

## **Où le rapport ci-dessus**

## **DELIBERE**

## **Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'une subvention d'un montant de 600 € à l'association Les Vélos des Etangs au titre de l'exercice 2017.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État spécial de territoire 2017, chapitre 65, nature 6574.

**Certifié conforme**  
**Le Président du Conseil de Territoire**  
**Istres-Ouest Provence**

**François BERNARDINI**

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

### **Délibération N° 7/17**

■ **Approbation de la participation financière de la Métropole à des actions issues de la 1ère programmation 2017 du contrat de ville du Conseil de territoire Istres-Ouest Provence ainsi que les conventions-type entre le Conseil de territoire Istres-Ouest Provence et les structures soutenues relatives à l'octroi d'une subvention affectée à un objet particulier.**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil le rapport suivant :

Le contrat de ville du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence a été signé le 23 octobre 2015. Il constitue le nouveau cadre contractuel d'action de la politique de la ville pour la période 2015/2020, issu de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dont les principes structurants sont les suivants :

- un contrat unique intégrant les dimensions sociale, urbaine et économique,
- un contrat piloté à l'échelle intercommunale et mobilisant l'ensemble des partenaires concernés,
- un contrat mobilisant prioritairement le droit commun de l'Etat et des collectivités territoriales,
- un contrat dans un processus de co-construction avec les habitants.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014, quant à lui, a fixé la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains. Concernant le territoire de Cornillon-Confoux, Fos-sur-Mer, Grans, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône, les quartiers La Maille (Maille 1, 2, 3, une partie des Molières), La Carraire sur la commune de Miramas et le quartier du Prépaou sur la commune d'Istres ont été reconnus comme tels.

Afin de poursuivre la solidarité territoriale en matière de cohésion urbaine en cours, l'intercommunalité et les communes d'Istres, de Miramas et de Port-Saint-Louis-du-Rhône ont souhaité que soient intégrés à ce nouveau périmètre les quartiers sortants des Contrats Urbains de Cohésion Sociale en tant que «territoires de veille active». Pour la commune de Miramas, il s'agit du centre-ville et d'une partie du quartier des Molières. Pour la

commune d'Istres, il s'agit du quartier des Echoppes. Pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, l'ensemble des quartiers d'habitat social avec une priorité donnée au quartier Vauban et aux quartiers Croizat, Jolivet et Allende.

Le contrat de ville vise à réduire les écarts de développement constatés entre ces quartiers et l'agglomération. Il s'articule autour de 3 piliers : la cohésion sociale, le développement de l'activité économique et de l'emploi, le cadre de vie et le renouvellement urbain.

Les moyens d'action du contrat de ville s'exercent d'une part, par une mobilisation renforcée du droit commun, et d'autre part via une programmation financière annuelle spécifique dans le cadre d'un appel à projets. La participation financière aux différentes actions issues de cette programmation annuelle d'actions dans le cadre du contrat de ville est ainsi de permettre le renforcement de la cohésion urbaine et de la solidarité envers les quartiers défavorisés et leurs habitants en concourant à améliorer concrètement leurs conditions de vie.

Lors du comité de pilotage en date du 10 mars 2017, les partenaires institutionnels ont validé cette programmation d'actions correspondante aux objectifs du contrat de ville.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire,**

#### **VU**

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;  
La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;  
La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;  
Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ;  
La délibération n° 389/15 du comité syndical du SAN Ouest Provence du 29 septembre 2015 portant approbation du contrat de ville intercommunal ;  
La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;  
La délibération FAG 002-542-16-CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative aux modalités d'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire ;



## CONSIDERANT

Que le comité de pilotage de la programmation 2017 du contrat de ville du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence s'est réuni le 10 mars 2017 ;

## Où le rapport ci-dessus

## DELIBERE

### Article 1 :

Est approuvée la participation financière dans le cadre de la programmation 2017 du contrat de ville à hauteur de 466 804 € ainsi que les montants des subventions de fonctionnement aux structures suivantes :

## PILIER COHESION SOCIALE

### Education :

#### **Commune d'Istres**

- *Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention 13 (ADDAP13)* – Remobilisation scolaire - 1 200 €
- *Centre Social la Farandole* – Réussite éducative Accompagnement à la scolarité et à la parentalité - 3 000 €
- *Centre Social la Farandole* – Accompagnement scolaire primaire – 2 000 €

#### **Commune de Miramas**

- *Association Soutien et Solidarité* - Soutien scolaire - 3 000 €
- *Centre Social Albert Schweitzer* – Création d'un lieu intermédiaire entre l'école et la famille – 3 810 €

### Santé :

#### **Commune d'Istres**

- *Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA)* – Prévention, réflexion en addictologie, création d'un outil de communication sur le cannabis par et pour les jeunes du Centre Social des Quartiers Sud - 1 111 €
- *Istres Sports Gymnastique Volontaire* - Bien être actifs – 1 500 €
- *Office Municipal des Sports (OMS) d'Istres* – Eval'sport Santé - 1 000 €

#### **Commune de Miramas**

- *ADOMA* – Accompagner les résidents dans leurs parcours de soin – 1 150 €
- *Maison des Adolescents 13 Nord (MDA 13 Nord)* – Accueillir et accompagner les jeunes de 11 à 25 ans et leurs familles présentant des signes de mal-être – 6 000 €
- *Maison des Adolescents 13 Nord (MDA 13 Nord)* – Prévention de comportements sexuels à risques IST/SIDA, contraception – 4 000 €
- *Maison des Adolescents 13 Nord (MDA 13 Nord)* – Prévention des conduites addictives des adolescents – 4 000 €
- *Mission Locale Ouest Provence* – Petit théâtre des rapports hommes/femmes – 2 500 €

#### **Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône**

- *Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)* – Forum santé - 2 000 €
- *Maison des Adolescents 13 Nord (MDA 13 Nord)* - Point relais d'écoute, d'information et de prévention,

de soins pour les 11-25 ans et leur entourage – 6 000 €

### Parentalité et droits sociaux :

#### **Commune de Miramas**

- *A mots ouverts* – LAEP La maison des lutins - 3 000 €

### Culture et expression artistique :

#### **Commune de Miramas**

- *Maison des Jeunes et de la Culture Maison Pour Tous de Miramas (MJC-MPT)* – Activités d'expression culturelle et scientifique – 5 000 €

#### **Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône**

- *Compagnie Hiélos* – Géographie joueuse et anonyme – 2 000 €
- *Sources de femmes* – Lecture théâtralisée et sonore de Pinocchio – 3 000 €

### Lien social-Citoyenneté-Participation des habitants :

#### **Commune d'Istres**

- *Centre Associatif pour Familles en Crise (CAFC) La Recampado* - Permanences de médiation familiale et d'écoute famille - 2 000 €
- *Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône (CDAD 13)* - Consultations juridiques - 1 500 €
- *Centre Social la Farandole* – Aire de famille – 2 500 €
- *Centre Social la Farandole* - Alphabétisation FLE – 2 000 €
- *Istres Sports Tennis* – Cité tennis – 3 000 €
- *Les Petits débrouillards PACA* - La science s'invite dans les quartiers d'Istres - 1 392 €
- *Office Municipal des Sports (OMS) d'Istres* – Animations multisports – 1 000 €

#### **Commune de Miramas**

- *Accès au Droit des Enfants et des Jeunes (ADEJ)* - Droit au quotidien Miramas – 1 000 €
- *Association Socioculturelle La Passerelle* – Paroles de jeunes – 3 100 €
- *Association Socioculturelle La Passerelle* – Ateliers de la découverte et de loisirs créatifs – 3 000 €
- *Centre Associatif pour Familles en Crise (CAFC) La Recampado* - Permanences de médiation familiale et d'écoute famille - 3 000 €
- *Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône (CDAD 13)* - Consultations juridiques - 2 264 €
- *Nuits Médis* – Instants Médis 2017 – 7 000 €
- *Centre socioculturel Jean Giono* – Cap sur les quartiers – 4 000 €
- *Centre social Albert Schweitzer* - Valoriser et accompagner les jeunes en difficulté – 3 000 €
- *Centre social Albert Schweitzer* – Forum citoyen – 6 000 €
- *Centre social Albert Schweitzer* - Atelier d'alphabétisation – 4 000 €
- *Espace Formation* - Ateliers d'accompagnement linguistique en direction des habitants des QPV en difficulté socio-professionnelle – 7 906 €
- *GRETA Ouest 13* - Ateliers de maîtrise de la langue française pour accompagner l'intégration des habitants des quartiers en difficulté – 15 500 €

- Les petits débrouillards PACA - La science s'invite dans les quartiers de Miramas – 4 000 €
- Maison des Jeunes et de la Culture Maison Pour Tous de Miramas (MJC-MPT) – Accueil de jeunes 14/25 ans en horaires décalés – 12 000 €
- Office Municipal des Sports (OMS) de Miramas – Coup'sport Miramas – 1 000 €

#### **Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône**

- Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône (CDAD 13) - Consultations juridiques - 1 360 €
- Centre d'information sur les Droits des Femmes et des Familles du Pays d'Arles (CIDFF) - Informations sur le droit des femmes et des familles – 3 000 €
- Commune – Citoyenneté ou comment être bien dans sa vie, bien dans sa ville – 6 500 €
- Commune – L'intégration par le sport – 5 000 €
- Ecoute Voir – Les ateliers nature – 1 000 €
- Espace Médiation – Médiation familiale – 1 500 €
- France Shotokan Karaté - Actions adaptées aux 10-18 ans – 4 700 €
- Maison Pour Tous l'Envolée - Vivre ensemble - 9 000 €
- Maison Pour Tous l'Envolée - Plateforme généraliste de cohésion sociale - 9 000 €
- Maison Pour Tous l'Envolée - Insertion sociale par l'apprentissage linguistique - 8 000 €
- Secours Catholique – Apprendre le français à des personnes d'origine étrangère – 2 000 €
- Secours Populaire - Mille et une culture - 2 500 €
- Sources de femmes – Itinéraire des saveurs – 1 000 €

#### **Prévention et lutte contre les discriminations liées à l'origine et à l'adresse :**

##### **Commune d'Istres**

- Musikovent – Diverses manifestations contre les discriminations et le racisme « Reinardt, prénom Gjango » - 2 000 €

##### **Commune de Miramas**

- Association Socioculturelle La Passerelle – Raconte moi tes différences – 1 000 €

#### **Prévention de la délinquance :**

##### **Commune d'Istres**

- Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention 13 (ADDAP13) - Chantiers éducatifs – 2 670 €
- Association de Prévention Et de Réinsertion Sociale (APERS) - Aide et accompagnement des victimes - 1 000 €
- Association de Prévention Et de Réinsertion Sociale (APERS) - Intervenant en commissariat - 12 000 €
- SOS Femmes – Permanences d'accueil : violences conjugales au sein du couple – 3 000 €

##### **Commune de Miramas**

- Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention 13 (ADDAP13) - Chantiers éducatifs – 1 380 €
- Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention 13 (ADDAP13) - Médiation sociale et éducative - 29 000 €
- Association de Prévention Et de Réinsertion Sociale (APERS) - Aide et accompagnement des victimes - 1 000 €

- Association de Prévention Et de Réinsertion Sociale (APERS) - Intervenant en commissariat – 3 500 €
- Femmes solidaires – Point Ecoute « Femmes, familles : violences conjugales » - 2 930 €

#### **PILIER EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE**

##### **Commune d'Istres**

- Association Multiservices Emploi Liens et Insertion (AMELI) – Chantier d'insertion espaces verts et naturels – 12 000 €

##### **Commune de Miramas**

- Association Multiservices Emploi Liens et Insertion (AMELI) - Chantier d'insertion espaces verts et naturels – 44 000 €
- Association DECLIC 13 - Recyclerie antenne de Miramas - 3 000 €
- Les Ateliers de la Crau (ATC) - SAS Apprentissage - 10 000 €
- Uniscité – Accompagnement renforcé des publics jeunes 16/25 ans – 5 500 €

##### **Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône**

- Association Multiservices Emploi Liens et Insertion (AMELI) - Chantier d'insertion espaces verts et naturels – 20 000 €

#### **PILIER CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN**

##### **Commune d'Istres**

- Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention 13 (ADDAP13) – Habitat modulable – 8 000 €
- Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes du territoire de Ouest Provence (CLLAJ Ouest Provence) – Le logement au service de l'insertion des jeunes précaires – 5 000 €
- Centre Social La Farandole – Jardin participatif – 1 000 €
- Transport Mobilité Solidarité (TMS) - Accompagnement social des publics QPV vers l'emploi par la mobilité – 2 160 €

##### **Commune de Miramas**

- Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention 13 (ADDAP13) - Itinérance des jeunes vers l'habitat - 3 000 €
- Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes du territoire de Ouest Provence (CLLAJ Ouest Provence) - Après l'AIO, consolider l'insertion socio-professionnelle des jeunes 18-30 ans en proposant des solutions à l'absence de logement ou d'hébergement stable - 3 000 €
- Centre Socio-Culturel Jean Giono – Quartiers créatifs – 2 000 €
- Centre Socio-Culturel Jean Giono - Les invisibles - 3 000 €
- Centremploi Propulse – Ateliers de réemploi – 2 000 €
- Nuits Métis – Mémoires en Mouvement de la Maille 1 et du Mercure de Miramas « 5 M » - 7 000 €
- Transport Mobilité Solidarité (TMS) - Accompagnement social des publics QPV vers l'emploi par la mobilité - 15 000 €

##### **Commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône**

- Association d'Accès et de Maintien au Logement (ADAMAL) – Un hébergement transitoire pour accéder à un logement stable pour des familles fragilisées – 8 000 €  
- Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes du territoire de Ouest Provence (CLLAJ Ouest Provence) - Après l'AIO, consolider l'insertion socio-professionnelle des jeunes 18-30 ans en proposant des solutions à l'absence de logement ou d'hébergement stable - 5 000 €  
- Espace Médiation – Médiation sociale – 1 000 €  
- Transport Mobilité Solidarité (TMS) - Accompagnement social des publics QPV vers l'emploi par la mobilité - 9 320€

#### **Pilotage**

**Commune de Miramas** - Equipe opérationnelle - 15 000 €

En outre, suite au comité de pilotage, un reliquat restant d'un montant de 19 444 € relatif aux actions mises en œuvre sur la commune d'Istres, d'une part, et un reliquat d'un montant de 3 907 € relatif aux actions mises en œuvre sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, d'autre part, feront l'objet au courant de l'année d'une deuxième programmation.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, en ce qui concerne les modalités de versement, et de verser la totalité des subventions proposées avant le 31 décembre 2017.

#### **Article 2 :**

Sont approuvées les conventions-type entre le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et les structures relatives à l'octroi de subvention affectée à un objet particulier telles qu'elles figurent en annexe.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat spécial de territoire, chapitre 65, nature 6574.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est habilité à signer les conventions particulières entre le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et chaque structure soutenue relatives à l'octroi d'une subvention affectée à un objet particulier.

#### **Certifie conforme**

**Le Président du Conseil de Territoire  
Istres-Ouest Provence**

**François BERNARDINI**

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

#### **Délibération N° 8/17**

#### **■ Modalités d'attribution des bourses de collège pour l'année scolaire 2016-2017 du collège Alain SAVARY.**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil le rapport suivant :

En matière d'aides aux élèves des collèges, la bourse des collèges est une aide destinée à favoriser la scolarité des collégiens.

Le collège Alain SAVARY situé à Istres, est un établissement d'enseignement public de gestion intercommunale habilité à recevoir la bourse des collèges.

La bourse des collèges est attribuée aux familles dont les ressources ne dépassent pas un plafond variable selon le nombre d'enfants à charge, revalorisé comme le salaire minimum de croissance prévu par le Code du travail, pour chaque enfant à charge inscrit dans un collège public.

Ces bourses à la charge de l'État, sont octroyées aux élèves inscrits dans un collège public, par l'établissement, après déduction éventuelle des frais de pension ou demi-pension.

La bourse doit être demandée par la ou les personnes physiques qui, au sens de la législation sur les prestations familiales, assument la charge effective et permanente de l'élève. Elle est attribuée pour une année scolaire sous conditions de ressources en fonction des charges des personnes présentant la demande.

Le montant de la bourse est calculé en fonction des ressources de la ou les personnes qui assument la charge de l'enfant et si le montant des ressources dont elles ont disposé, au cours de l'avant-dernière année civile par rapport à celle du dépôt de la demande de bourse, n'excède pas les plafonds annuels du barème national arrêté par le Ministre chargé du budget et le Ministre de l'éducation nationale.

Le dossier dûment complété selon le modèle Cerfa n°12539\*06, est ensuite remis au chef de l'établissement scolaire où est inscrit l'élève.

La bourse est accordée au titre d'une année scolaire et versée en trois parts trimestrielles égales au responsable de l'élève ayant formulé la demande.

Compte tenu du statut particulier du collège Alain SAVARY, il appartient au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence d'approuver les modalités d'attribution de la bourse et d'autoriser le Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence à procéder à la notification de la décision d'attribution et au versement des bourses de collège aux élèves et familles bénéficiaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire,**

**VU**

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Le Code de l'éducation ;  
La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;  
La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;  
Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
Le décret n° 2016-328 du 16 mars 2016 relatif aux bourses nationales de collège et aux bourses nationales d'études du second degré de lycée ;  
La circulaire n° 2016-093 du 20 juin 2016 relatives aux bourses de collège ;  
La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;  
La délibération n° 1/16 du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;

#### **CONSIDERANT**

Que le Collège Alain SAVARY situé à Istres est un établissement d'enseignement public de gestion intercommunal habilité à recevoir la bourse des collèves ;

Qu'il convient d'approuver les modalités d'attribution de la bourse des collèves pour l'année scolaire 2016-2017 ;

Qu'il convient d'autoriser le Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence à procéder à la notification de la décision d'attribution et au versement des bourses des collèves aux élèves et familles bénéficiaires ;

**Où le rapport ci-dessus**

#### **DELIBERE**

##### **Article 1 :**

Sont approuvées les modalités d'attribution des bourses de collège pour l'année scolaire 2016-2017 du collège Alain SAVARY telles que définies en annexe.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État spécial de territoire 2017, chapitre 65, nature 65131.

**Certifie conforme**  
**Le Président du Conseil de Territoire**  
**Istres-Ouest Provence**

**François BERNARDINI**

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

#### **Délibération N° 9/17**

**■ Modalités d'attribution du fonds social pour les cantines et du fonds social collégien pour l'année scolaire 2016-2017 du collège Alain SAVARY.**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil le rapport suivant :

En matière d'aides aux élèves des collèves, deux fonds sociaux ont été mis en place afin de faire face aux situations difficiles que peuvent rencontrer des collégiens ou leurs familles pour assumer des dépenses liées à la scolarité et à la vie scolaire, et permettre l'accès à la restauration scolaire au plus grand nombre de collégiens.

Le collège Alain SAVARY situé à Istres est un établissement d'enseignement public de gestion intercommunale habilité à octroyer ces aides.

##### **Concernant le fonds social pour les cantines :**

Les crédits liés à ce fonds sont répartis entre les différentes académies à partir de clés établies sur la base de statistiques fournies par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF).

Le recteur procède à la répartition des crédits qui lui sont délégués entre les établissements scolaires situés dans son académie.

Au début de chaque année scolaire, le chef d'établissement doit informer la communauté éducative, les élèves et leurs familles, de l'existence, dans l'établissement, du fonds social pour les cantines et de ses modalités d'attribution. Dans ce cadre, pour déterminer les bénéficiaires et le montant de l'aide, le chef d'établissement s'appuie sur l'avis des membres de la communauté éducative, notamment le conseiller principal d'éducation, le médecin, l'assistante de service social, l'infirmière et le gestionnaire de l'établissement. Il peut en outre faire appel aux délégués d'élèves et avoir recours aux compétences des assistantes des services sociaux municipaux et départementaux.

Après avoir pris connaissance des difficultés financières rencontrées par certaines familles, le chef d'établissement, dans la limite des crédits qui lui sont alloués, décide quels sont les élèves bénéficiaires. Il déterminera le ou les documents à fournir pour que l'élève puisse bénéficier de cette aide à la restauration scolaire. Le montant de l'aide ainsi attribué vient en déduction du tarif dû par la famille en règlement des frais de restauration et ne peut, en aucun cas, être versé directement à la famille.

##### **Concernant le fonds social collégien :**

Cette aide doit permettre aux élèves et à leurs familles de faire face à tout ou partie des dépenses relatives notamment aux transports et sorties scolaires, aux soins bucco-dentaires, à l'achat de lunettes, appareils auditifs ou dentaires, matériel de sport, manuels ou encore de fournitures scolaires.

Les crédits du fonds social collégien sont répartis entre les académies en fonction de l'effectif des élèves, pondéré par un ensemble de critères sociaux dont les principaux sont :

- la proportion d'enfants appartenant à des ménages dont la personne de référence appartient à une catégorie socioprofessionnelle défavorisée,
- la proportion d'enfants vivant dans des familles dont ni le père ni la mère n'ont déclaré de diplôme supérieur au certificat d'études primaires,
- la proportion d'enfants vivant dans des familles dont soit le père soit la mère est de nationalité étrangère non européenne,
- la proportion d'enfants vivant dans des familles monoparentales,
- le nombre moyen de parts de bourses par élève.

Le recteur procède à la répartition des crédits qui lui sont délégués entre les établissements scolaires de son académie.

Chaque situation est examinée individuellement par le chef d'établissement et la commission d'attribution composée du gestionnaire de l'établissement, du conseiller principal d'éducation, de l'assistante de service social, de l'infirmière, de un ou plusieurs délégués d'élèves, de un ou plusieurs délégués de parents d'élèves.

L'obligation de discrétion et d'anonymat s'impose aux membres de la commission.

Il appartient ensuite au chef d'établissement d'arrêter la décision d'attribution de l'aide au vu de l'avis de la commission.

L'aide, est ensuite attribuée à la famille ou au responsable légal de l'élève.

Compte tenu du statut particulier du Collège Alain SAVARY, il appartient au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence d'approuver les modalités d'attribution de ces aides et d'autoriser le Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence à procéder à la notification de la décision d'attribution et au versement des fonds sociaux aux bénéficiaires du Collège Alain SAVARY.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire,**

**VU**

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

La circulaire n° 97-187 du 4 septembre 1997 relative au fonds social pour les cantines ;

la circulaire n° 98-044 du 11 mars 1998 relative au fonds social collégien et fonds social lycéen ;

La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;

La délibération n° 1/16 du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;

## **CONSIDERANT**

Que le collège Alain SAVARY situé à Istres est un établissement d'enseignement public de gestion intercommunal habilité à octroyer ces aides ;

Qu'il convient d'approuver les modalités d'attribution du fonds social pour les cantines et du fonds social collégien pour l'année scolaire 2016-2017 du Collège Alain SAVARY à Istres ;

Qu'il convient d'autoriser le Président du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence à procéder à la notification de la décision d'attribution et au versement des fonds sociaux aux bénéficiaires du Collège Alain SAVARY ;

**Où il le rapport ci-dessus**

## **DELIBERE**

### **Article 1 :**

Sont approuvées les modalités d'attribution du fonds social pour les cantines et du fonds social collégien pour l'année scolaire 2016-2017 du Collège Alain SAVARY telles que définies en annexe.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'État spécial de territoire 2017, chapitre 65, nature 65133.

**Certifie conforme**

**Le Président du Conseil de Territoire  
Istres-Ouest Provence**

**François BERNARDINI**

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

## Délibération N° 10/17

### ■ Approbation des tarifs et des horaires des stages dédiés aux enfants de 12 à 17 ans et des modifications apportées aux modalités d'organisation des stages du Centre d'art contemporain

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, le SAN Ouest Provence qui exerçait la compétence en matière culturelle a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Toutefois, conformément à la délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, cette compétence Culture s'exerce aujourd'hui au niveau du Conseil de Territoire.

Dans ce cadre, le Conseil de Territoire met en œuvre une politique d'actions dans ce domaine en direction de la population de son territoire.

Ainsi, par délibération n° 23/16 du 23 juin 2016, le Conseil de Territoire a approuvé les tarifs, les horaires et les modalités de fonctionnement des stages organisés par le Centre d'art contemporain, sis à Istres, pendant les vacances scolaires.

Les stages ainsi proposés par le Centre d'art contemporain sont destinés aux enfants âgés de 4 à 11 ans.

Cependant, pour permettre l'accès aux pratiques culturelles à un plus grand nombre d'enfants pendant la période des vacances scolaires, le Conseil de Territoire souhaite ouvrir l'offre de stages du Centre d'art contemporain à une nouvelle catégorie d'enfants : les enfants âgés de 12 à 17 ans.

Pour cette tranche d'âge, les stages de sensibilisation aux arts visuels, d'apprentissage des techniques, des lectures d'œuvres et des projets thématiques seront assurés dans les mêmes conditions que pour les stages organisés pour les enfants âgés de 4 à 11 ans, à savoir par des intervenants professionnels et aux tarifs suivants :

	Résidents du Conseil de Territoire	Résidents hors Conseil de Territoire
Stages pendant les vacances scolaires pour les enfants de 12 à 17 ans	40,00 euros les 5 demi-journées	100,00 euros les 5 demi-journées

En revanche, pour cette nouvelle tranche d'âge, les horaires des stages seront les suivants :

	Horaires
Stages pendant les vacances scolaires pour les enfants de 12 à 17 ans	de 9h00 à 12h00 ou de 14h00 à 17h00

L'ouverture de l'offre de stages du Centre d'art contemporain à cette nouvelle catégorie d'enfants implique une modification des modalités d'organisation des stages du Centre d'art contemporain telles qu'approuvées par la délibération précitée n° 23/16 du 23 juin 2016.

Il est donc proposé de modifier le document intitulé « modalités d'organisation des stages pendant les vacances scolaires du Centre d'art contemporain » et son annexe 3 « fiche d'inscription aux stages ».

Ainsi, l'article 2 « Horaires » des « modalités d'organisation des stages pendant les vacances scolaires du Centre d'art contemporain » sera désormais rédigé comme suit :

« Les stages pendant les vacances scolaires auront lieu :

- de 9h00 à 12h00 pour les enfants de 4 à 7 ans ;
- de 14h00 à 17h00 pour les enfants de 8 à 11 ans ;
- de 9h00 à 12h00 ou de 14h00 à 17h00 pour les enfants de 12 à 17 ans.

Il est demandé aux parents de respecter rigoureusement les horaires afin de ne pas perturber le bon déroulement des stages et ateliers et d'être ponctuel pour venir récupérer leurs enfants. »

Par ailleurs, au sein de l'annexe 3 « fiche d'inscription aux stages », il est proposé, pour chaque période d'inscription répertoriée, d'ajouter la mention :

« 12/17 ans de 9h à 12h ☐ »

12/17 ans de 14h à 17h ☐ »

après la mention :

« 4/7 ans de 9h à 12h ☐ »

8/11 ans de 14h à 17h ☐ »

Les autres modalités d'organisation des stages pendant les vacances scolaires du Centre d'art contemporain ainsi que son annexe 1 « autorisation liée au droit à l'image et à sa diffusion » et son annexe 2 « autorisation de sortie pédagogique dans le cadre des stages pendant les vacances scolaires du Centre d'art contemporain » demeurent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire,

VU

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;  
La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;  
Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;  
La délibération n° 23/16 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 23 juin 2016 portant approbation des tarifs et horaires des stages du Centre d'art contemporain ainsi que les modalités de fonctionnement de ceux-ci pendant les vacances scolaires ;

## **CONSIDERANT**

Que dans le cadre de sa compétence en matière culturelle, le Conseil de Territoire met en œuvre une politique d’actions dans ce domaine en direction de la population de son territoire ;

Que par délibération n° 23/16 du 23 juin 2016, le Conseil de Territoire a approuvé les tarifs, horaires et modalités de fonctionnement des stages organisés par le Centre d'art contemporain pendant les vacances scolaires ;

Que l'organisation de ces stages est destinée aux enfants âgés de 4 à 11 ans ;

Que l'accès du plus grand nombre aux pratiques culturelles constitue un axe majeur dans la politique culturelle du Conseil de Territoire ;

Que le Conseil de Territoire propose d'ouvrir les stages ainsi organisés par le Centre d'art contemporain à une nouvelle catégorie d'enfants, les 12-17 ans ;

Qu'il convient de fixer les tarifs et les horaires des stages dédiés aux enfants de 12 à 17 ans et d'approuver, par conséquent, les modifications à apporter aux modalités d'organisation des stages du Centre d'art contemporain telles qu'approuvées par la délibération précitée n° 23/16 du 23 juin 2016 ;

## **Où le rapport ci-dessus**

## **DELIBERE**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'organisation, par le Centre d'art contemporain, de stages pour les enfants âgés de 12 à 17 ans pendant les vacances scolaires, aux tarifs et horaires suivants :

- Tarifs :
  - résidents du Conseil de Territoire : 40 euros les 5 demi-journées ;

- résidents Hors Conseil de Territoire : 100 euros les 5 demi-journées.
- Horaires : de 9h00 à 12h00 ou de 14h00 à 17h00.

### **Article 2 :**

Sont approuvées les modifications sus-mentionnées des « modalités d'organisation des stages pendant les vacances scolaires du Centre d'art contemporain » et son annexe 3 « fiche d'inscription aux stages ».

### **Article 3 :**

Pour plus de lisibilité, la version consolidée des « modalités d'organisation des stages pendant les vacances scolaires du Centre d'art contemporain » et ses trois annexes sont jointes à la présente délibération.

## **Certifie conforme**

**Le Président du Conseil de Territoire  
Istres-Ouest Provence**

**François BERNARDINI**

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

## **Délibération N° 11/17**

### **■ Validation du procès-verbal de la campagne 2015 du récolement décennal relatif aux collections du Musée archéologique intercommunal d'Istres**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière culturelle telle que définie par la délibération n° 304/14 du 16 juillet 2014, modifiée par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015, le S.A.N. Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, a mis en œuvre une politique d'actions dans ce domaine en direction de la population de son territoire.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles, le S.A.N. Ouest Provence a fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Toutefois, conformément à la délibération n° HN 143-274/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence, les compétences préalablement exercées par le S.A.N. Ouest Provence, dont notamment la compétence « culture », sont aujourd'hui exercées par le Conseil de Territoire.

En vertu de l'obligation de récolement décennal des collections des musées de France, laquelle est fixée par la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, reprise par le Code du patrimoine, et précisée par la circulaire 2006/006 du 27 juillet 2006, le SAN Ouest Provence avait, par délibération n° 25/11 du 3 février 2011, approuvé la mise en œuvre du plan de récolement décennal du musée archéologique intercommunal d'Istres, labellisé « musée de France ».

Ce premier récolement décennal, achevé le 31 octobre 2015, constitue ainsi non seulement, un outil essentiel à la bonne connaissance et à la gestion des collections dudit musée, mais il permet aussi, la programmation d'actions de conservation telles que le conditionnement, la restauration, l'organisation du rangement et la documentation d'une collection.

Le récolement des collections du musée a, ainsi, permis d'évaluer avec précision le nombre de biens conservés (24 000 unités), leur répartition par fonds, leur état, la conformité de leur inscription à l'inventaire et leur localisation. Celui-ci a, également, donné lieu à l'informatisation de l'inventaire.

Toutefois, à la demande de la Direction Région des Affaires Culturelles de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (DRAC PACA – service musées) et dans le respect des dispositions relatives aux opérations de récolements des collections des musées de France, par lesquelles la responsabilité du récolement incombe à la personne morale propriétaire des collections, il est proposé au Conseil de Territoire de valider le procès-verbal de récolement décennal du musée archéologique intercommunal d'Istres (campagne 2015, premier état des lieux du récolement).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire,**

**VU**

Le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;  
Le Code du patrimoine ;  
La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;  
La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;  
La loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, codifiée conformément à l'ordonnance n° 2004-178 du 20 février 2004, au Code du patrimoine (Livre IV) ;  
Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Le décret n° 2002-852 du 2 mai 2002 pris en application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France ;

L'arrêté du 25 mai 2004 fixant les normes techniques relatives à la tenue de l'inventaire, du registre des biens déposés dans un musée de France et au récolement ;

La circulaire 2006/006 du 27 juillet 2006 relative aux opérations de récolement des collections des musées de France ;

La délibération n° HN 143-274/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres Ouest Provence ;

La délibération n° 1/16 du Conseil de Territoire du 23 mars 2016 portant élection du Président du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence ;

La délibération n° 25/11 du 3 février 2011 du SAN Ouest Provence approuvant le plan de récolement décennal du musée archéologique intercommunal d'Istres ;

**Où le rapport ci-dessus**

**DELIBERE**

**Article 1 :**

Est approuvé et validé le procès-verbal de la campagne 2015 du récolement décennal relatif aux collections du musée archéologique intercommunal d'Istres, joint en annexe.

**Article 2 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est habilité à signer le procès-verbal de la campagne 2015 du récolement décennal relatif aux collections du musée archéologique intercommunal d'Istres afférant à la présente délibération.

**Certifie conforme**

**Le Président du Conseil de Territoire  
Istres-Ouest Provence**

**François BERNARDINI**

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

**Délibération N° 12/17**

■ **Remise gracieuse à l'attention de Madame Ericka CANTRIE, tendant à ce qu'elle soit déchargée de l'obligation de payer la somme de 132,47 euros suite à l'émission du titre de recettes n° 294 du 5 mai 2015.**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil le rapport suivant :

Dans le cadre des activités de prêt de documents de la médiathèque intercommunale située sur le



territoire Istres-Ouest Provence, la non restitution des documents dans les conditions prescrites par le règlement intérieur, approuvé par arrêté n° 26/14 du Président du SAN Ouest Provence du 12 février 2014, conduit à l'émission d'un titre de recettes pour recouvrer les pénalités dues.

En effet, l'article 7 du règlement intérieur intitulé « *Procédure en cas de non restitution des documents dans les délais impartis* » dispose que : « *En cas de non restitution des documents dans les délais prescrits (article 6-2), la procédure de suivi des retards détaillée ci-dessous s'applique à tous les adhérents :*

- *un rappel est transmis à l'emprunteur entre le 5<sup>e</sup> et le 12<sup>e</sup> jour après la date limite du retour du ou des documents (par mail si l'adhérent dispose d'une adresse électronique ou par lettre simple dans le cas contraire),*
- *la carte de l'adhérent est bloquée à compter du 12<sup>e</sup> jour de retard,*
- *un dernier avis (avant envoi au Trésor Public) suit le précédent courrier entre le 13<sup>e</sup> et le 25<sup>e</sup> jour après la date limite de retour (par mail, comme ci-dessus, ou par lettre simple),*

*Au terme de ces deux avis, soit à compter du 26<sup>e</sup> jour de retard, le dossier est transmis au Trésor Public. La demande de remboursement intègre alors tous les frais afférents au dossier.*

*A cette étape, l'adhérent n'a plus la possibilité de restituer les documents ni de les rembourser à la médiathèque ».*

Dans ce cadre, il a été émis, le 5 mai 2015, un titre de recettes n° 294 d'un montant de 132,47 euros à l'encontre de Madame Ericka CANTIE qui, n'ayant pas restitué les documents empruntés dans les délais impartis, n'a pas donné suite aux deux rappels qui lui ont été adressés.

Par courrier du 8 mars 2017, Madame Ericka CANTIE a formulé une demande de remise gracieuse tendant à la décharger de l'obligation de payer la somme de 132,47 euros mise à sa charge étant donné que ses ressources financières (en recherche d'emploi) ne lui permettent pas de s'acquitter de cette dette.

En application du chapitre 2 du titre 8 de l'instruction codificatrice n° 11-022-M0 du 16 décembre 2011 relative au recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux, l'assemblée délibérante peut accorder une remise gracieuse à un débiteur qui invoque tout motif plaidant en sa faveur (situation de ressources, charges de famille,...).

En application de l'article L.5217-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit au SAN Ouest Provence, entraînant le transfert automatique des décisions et actions que celui-ci a actées avant la fin de son exercice, il appartient désormais à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de

statuer sur la présente demande de remise gracieuse.

Conformément à l'article L. 5218-8-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence peut bénéficier des recettes liées à l'exploitation des services publics en vertu des compétences qu'il exerce en application de l'article 5218-7.

En l'espèce, la situation financière difficile de Madame Ericka CANTIE peut justifier l'octroi d'une remise gracieuse à son égard.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire,**

### **VU**

Le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;  
La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;  
Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;  
L'instruction codificatrice n°11-022-M0 du 16 décembre 2011 relative au recouvrement des recettes des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ;  
La délibération n° HN 143-274/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;  
L'arrêté n° 26/14 du Président du SAN Ouest Provence du 12 février 2014 approuvant le règlement intérieur de la médiathèque intercommunale de Ouest Provence ;

### **CONSIDÉRANT**

Que la médiathèque intercommunale est un service public chargé de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population ;

Que dans ce cadre, l'accès au réseau des médiathèques du Conseil de Territoire-Istres Ouest Provence est ouvert à tous et permet librement la consultation sur place ou l'emprunt des documents de l'ensemble de la collection ;

Que Madame Ericka CANTIE a emprunté, le 4 juillet 2014, quatre livres et deux CD dont les retours étaient prévus le 25 juillet 2014 ;

Que Madame Ericka CANTIE n'a pas restitué lesdits documents dans les délais impartis ;

Qu'a cet effet, le Trésor Public d'Istres a émis à son encontre le titre de recette n° 294 en date du 5 mai 2015 d'un montant de 132,47 euros ;

Que Madame Ericka CANTRIE n'ayant pas honoré sa dette, le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole d'Aix-Marseille-Provence a procédé à un avis à tiers détenteur ce qui a eu pour effet de bloquer le compte courant de l'adhérente ;

Qu'en raison de la situation précaire dans laquelle se trouve Madame Ericka CANTRIE, actuellement en recherche d'emploi, le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence souhaite suspendre cet avis à tiers détenteur et exonérer Madame CANTRIE de sa dette ;

**Oùï le rapport ci-dessus**

## **DÉLIBÈRE**

### **Article unique :**

Est approuvée la remise gracieuse sollicitée par Madame Ericka CANTRIE, tendant à ce qu'elle soit déchargée de l'obligation de payer la somme de 132,47 euros suite à l'émission du titre de recettes n° 294 du 5 mai 2015.

**Certifie conforme**  
**Le Président du Conseil de Territoire**  
**Istres-Ouest Provence**

**François BERNARDINI**

Cette proposition mise aux voix est adoptée à la majorité des membres présents et représentés.  
3 contre : Madame Véronique IORIO, Messieurs Alain DELYANNIS et Ange POGGI